

Depuis son retour à Mexico, Maximilien commençait à s'apercevoir des difficultés inextricables dans lesquelles il s'était jeté à corps perdu, poussé par le père Fischer. L'espoir de les surmonter s'évanouissait de jour en jour. Le rappel inattendu de la légion étrangère avait désorganisé les contingents auxiliaires de l'armée mexicaine, dans les rangs de laquelle les volontaires français hésitaient à rester après le départ des Européens. L'Empereur du Mexique, à qui on ne peut reprocher un défaut de générosité, avait résolu définitivement de ne plus associer ses compatriotes aux chances de sa fortune, et les avait déliés de leurs engagements. Cet acte honore la mémoire du souverain. Le maréchal avait attendu ce mouvement spontané de la couronne pour lui demander sa décision relative à nos compatriotes. Maximilien répondit cette fois lui-même qu'il leur rendait aussi la liberté : ce fut sa dernière lettre au quartier-général français

Hacienda de la Teja, 7 janvier 1867.

Mon cher maréchal,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous me demandez si je ne mets aucun obstacle à ce que les militaires d'origine française, qui servent actuellement dans notre armée, puissent retourner dans leur patrie (ceux du moins qui le désirent), selon les instructions que vous avez reçues de votre gouvernement. Je m'empresse de vous faire savoir que notre ministre de la guerre a reçu l'ordre d'accorder aux militaires de nationalité française, qui ont pris du service au Mexique, les mêmes avantages qu'aux Autrichiens et aux Belges.

Recevez les assurances de toute l'amitié de votre affectionné

MAXIMILIEN.

Maximilien, abusé sur l'opinion publique en France, et se reprenant sans cesse au souvenir des anciennes promesses reçues de Paris, avait longtemps conservé une secrète espérance que la cour des Tuileries se relâcherait de ses rigueurs. Une lettre particulière même de l'impératrice Eugénie, pour le caractère de laquelle il professait une sympathique admiration, n'avait pas peu contribué à entretenir ces illusions dans l'esprit du jeune empereur. Il se plaisait à dire que cette missive qui avait eu pour but de guérir la plaie ouverte par les mesures du gouvernement français, *l'avait bien réconforté*. Mais la dernière dépêche de Compiègne avait apporté une déception suprême. A toutes ces causes de découragement vint s'ajouter la question intérieure.

Le clergé tenait mal ses promesses de concours : Miramon se préparait bien à la campagne du nord ; mais les vides opérés par les défections dans les rangs de l'armée mexicaine

ne se comblaient pas plus que ceux du trésor. Le spectre de la banqueroute était toujours là menaçant. Chaque jour les rebelles gagnaient du terrain. Au fur et à mesure que les capitales d'État étaient évacuées par le corps expéditionnaire, la cession de chaque place s'accomplissait aussi régulièrement qu'en Europe par les soins de notre artillerie et du génie entre les mains des généraux impérialistes. La remise régulière des procès-verbaux, dûment signés, atteste que pas une ville mexicaine n'a été livrée par les Français aux dissidents, et que les troupes de Maximilien sont restées en possession de toutes les places fortes mises en excellent état de défense. Il est vrai que quelques jours après, souvent même le lendemain, les commissaires impériaux en ordonnaient l'abandon par écrit, sans même brûler une cartouche.

Le programme tracé par M. Eloin avait donc eu pour résultat immédiat de placer Maximilien dans une nouvelle impasse dont sa dignité lui rendait déjà l'issue plus difficile. Comment le souverain avait-il pu se flatter un seul instant de réunir un congrès ? L'insurrection, toujours grandissante, n'était-elle pas une barrière infranchissable pour les notables des provinces éloignées, qui auraient consenti à se risquer à travers les routes coupées par l'ennemi, dans le but de venir délibérer à Mexico ? Cette immense levée de boucliers n'affirmait-elle pas que cet appel au peuple était condamné d'avance à la stérilité ? Car les citoyens qui se levaient en masse sous le drapeau républicain, soit par conviction, soit par nécessité politique, exprimaient clairement leur vote. Le sort de la monarchie était décidé en dernier ressort. Mais alors les Mexicains prenaient-ils les armes pour élire président de la République un archiduc autrichien de préférence

à un libéral, enfant de la nation ? Cette idée de congrès était une malheureuse utopie que Maximilien poursuivait opiniâtrement, circonvenu qu'il était par les passions de ses partisans. Cette chimère a conduit le prince à la chapelle ardente de Queretaro.

La réalité s'accusait trop évidente pour toujours échapper aux yeux de Maximilien. Sous l'influence de ses sombres pensées, il fit mander le maréchal à *l'hacienda de la Teja*. Cette entrevue intime piqua au plus haut point la curiosité de bien des personnages, et entre autres des gens de cour. On était jaloux de deviner le sens des propos échangés entre le souverain et le général en chef, qui depuis longtemps déjà n'avait pas revu Maximilien. Parmi les cavaliers qui circulaient sur la route autour de l'hacienda de la Teja, et qui, debout sur leurs étriers, cherchaient à plonger du regard dans le jardin impérial à travers les haies d'arbustes, on reconnaissait de grands personnages. Grand fut leur étonnement, mêlé d'inquiétude, d'apercevoir l'Empereur se promenant dans l'allée principale, appuyé familièrement sur le bras du maréchal. Cette attitude amicale n'avait rien de rassurant pour l'influence des conseillers de la couronne, dont tous les efforts tendaient à isoler le monarque, pour le mieux dominer. L'entretien fut long, comme l'atteste une lettre de Maximilien au digne général Mejia : on parla d'abord de la santé de l'impératrice Charlotte, puis de la campagne de Miramon, enfin de la visite sous Puebla de MM. Castelnau et Dano dont l'empereur avait conservé le souvenir. Le maréchal, interrogé sur la situation et l'avenir de la monarchie, répondit qu'après le rappel de la légion étrangère, qui enlevait toute chance de retraite en cas de revers, il n'y avait plus

vu le départ de nos soldats, que des périls sans gloire à courir. « Du jour où les Etats-Unis, ajouta-t-il, ont opposé hautement leur *veto* au système impérial, le trône n'était plus qu'éphémère, Votre Majesté eût-elle obtenu cent mille Français. En supposant même la neutralité américaine durant le séjour de l'intervention, la monarchie n'était plus viable. La combinaison fédérale eût été le seul système à tenter en face de l'Union, qui y eût sans doute accédé si le Sud eût été reconnu à temps par la France. Mon avis aujourd'hui est que Sa Majesté se retire spontanément. » Au moment de se séparer, Maximilien répondit au maréchal : J'ai la plus grande confiance en vous, vous êtes mon véritable ami, et je vous prie d'assister à une *junta* que je vais convoquer pour lundi 14 janvier, au palais de Mexico; j'y serai présent; là, vous répéterez ce que vous pensez. Si la majorité se range à votre avis, je partirai. S'ils veulent que je reste, tout sera dit; je resterai parce que je ne veux pas ressembler au soldat qui jette son fusil pour fuir plus vite du champ de bataille. »

Ce mâle langage était vraiment digne de la race de Hapsbourg; mais il révélait plutôt le courage du soldat que le sens clairvoyant du politique. Le lendemain, le maréchal recevait une invitation que lui adressait le président du conseil des ministres.

Mexico, le 11 janvier 1857.

Maréchal,

S. M. l'Empereur, désirant entendre confidentiellement et amicalement l'opinion de Votre Excellence et celle d'autres personnes sur une affaire de grave importance, m'ordonne de

m'adresser à Votre Excellence comme j'en ai l'honneur, en la priant de vouloir bien assister à la réunion qui aura lieu au palais du Gouvernement lundi prochain, 14 du courant, à deux heures de l'après-midi.

Le président du conseil des ministres,
LARES.

Maximilien ne savait pas vouloir jusqu'au bout ce qu'il avait résolu. Quand le maréchal se rendit au palais de Mexico, à l'heure de la convocation, il fut reçu par une assemblée de quarante personnages. Mais on lui apprit que l'empereur avait renoncé à se rendre à la réunion. Sans nul doute, ses conseillers, effrayés de la décision que la déclaration publique du général en chef, déjà pressentie, pouvait entraîner de la part de la couronne, s'étaient opposés à la présence du souverain à la *junta*. Le maréchal, étonné, fut sur le point de se retirer à son tour; mais il réfléchit qu'il convenait mieux d'accuser hautement sa façon de juger la situation, au moment surtout où le pavillon français était sur le point d'abandonner Mexico.

Déclaration du maréchal Bazaine à la junta.

Mexico, 14 janvier 1867.

L'évacuation des garnisons impériales mexicaines, sans tirer un coup de fusil, des principales places fortes et suffisamment armées, par suite des démonstrations d'un ennemi plus faible que ces garnisons, avait laissé voir le peu de confiance qu'inspire la protection militaire que l'empire peut promettre aux populations. Ces dernières se sont prononcées à cette date. Chaque État a recouvré son rang dans la fédération. Les élections, faites

suyant les bases de la constitution de 1857, ont renforcé la majeure partie des autorités fédérales établies de fait depuis le départ des employés impériaux. Le système fédéral s'est aussi rétabli dans la plus grande partie du territoire.

Que gagnera-t-on à faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour retourner conquérir le territoire perdu? Rien!

Avec l'expérience de ces deux dernières années, les populations ont peu de disposition en faveur du soutien de l'empire; et seul, pourrait-il se soutenir avec des colonnes dirigées vers l'intérieur, que celles-ci, recevant peu à peu cette influence, se prononceraient, et, d'autre part, se débiliteraient par les garnisons qu'on serait obligé de laisser dans de grands centres. L'ennemi, comme nous le voyons en ce moment, les harcelerait, les tiendrait bloquées et leur couperait toutes relations avec le gouvernement central. Comme conséquence immédiate, le commerce complètement paralysé, ainsi que les travaux agricoles et industriels, produirait un mécontentement profond parmi les populations et un manque absolu de ressources pour contenir les troupes dans leur devoir.

L'organisation fédérale semble devoir placer le pays à l'abri de toute tentative d'hostilité de la part des États-Unis, et cette dernière considération paraît exercer une grande influence sur l'esprit des populations, qui, avec raison, craignent que quelque autre forme de gouvernement ne pousse les voisins du nord à se poser en conquérants.

1° Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification tel que le gouvernement de l'empereur puisse s'exercer avec toute sa plénitude. Les opérations militaires seront des combats isolés, sans résultats définitifs, qui maintiendront la guerre civile par des mesures arbitraires, que ces opérations entraîneraient forcément avec elles; et, comme une conséquence infaillible, en sortiraient la démoralisation et la ruine du pays.

2° Au point de vue des finances, le pays ne pouvant s'administrer régulièrement, ne produira plus les moyens nécessaires au maintien du gouvernement unitaire impérial, et ses agents seront obligés d'imposer de forts impôts, en augmentant ainsi le mécontentement des populations.

3° Au point de vue politique, l'opinion de la majorité de la nation paraît dès aujourd'hui bien plus républicaine fédérale qu'impérialiste; il est permis de douter qu'un appel à la nation soit favorable au système actuel, et peut-être même n'obéira-t-elle pas à la sommation qui lui sera adressée.

En résumé, il me paraît impossible que Sa Majesté puisse continuer de gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté, sans descendre au rang d'un chef de partisans, et il est préférable pour sa gloire et sa sauvegarde que Sa Majesté fasse la remise du pouvoir à la nation.

Cette déclaration loyale devait parvenir aux marches du trône. Le maréchal en envoya immédiatement la copie à l'empereur.

Sire,

Par l'intermédiaire de M. le président du conseil des ministres, Votre Majesté m'a invité à lui exposer d'une façon franche et amicale mon opinion sur la situation.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté l'exposé que j'ai lu à la réunion de ce jour, et qui est la sincère expression de ma manière de voir.

C'est avec le plus profond respect, Sire...

BAZAINE.

Après avoir entendu le général en chef et plusieurs autres orateurs, la *junta* procéda au scrutin. L'archevêque de

Mexico déclara que son ministère ne lui permettait pas d'émettre un avis. Depuis trois ans pourtant, Mgr La Bastida avait donné au clergé le signal des violentes résolutions. A l'unanimité, moins cinq voix, il fut décidé que la monarchie devait lutter : le sort en était jeté. Ce vote, qui fermait la porte à toutes les combinaisons de restauration républicaine par les mains de la France, et qui enlevait sans retour la garantie des créances et des emprunts qu'on aurait pu stipuler avec un nouveau président de la République, rendait définitif l'échec de la mission Castelnau et des tentatives essayées par notre diplomatie auprès des chefs dissidents. La junta déclara d'ailleurs « que tout autre appel était inutile, malgré le désir formel de l'empereur d'en référer au congrès national. » Les ministres de la guerre et des finances assurèrent posséder, l'un 250,000 piastres en caisse, le second 11,000,000 de piastres, dont 8 (c'est-à-dire 40 millions) à sa disposition immédiate.

XXIV

L'occupation française touchait à son terme. Après la dernière dépêche de l'empereur Napoléon, qui prescrivait de laisser toute liberté d'action à Maximilien, il ne restait plus qu'une tâche au général en chef, le rapatriement des vingt-huit mille hommes du corps expéditionnaire. L'honneur français exigeait, en outre, que toutes les places que nous tenions encore fussent remises en bon état de défense à Maximilien, avec des approvisionnements suffisants pour les garnisons chargées de les occuper. Un juste sentiment de délicatesse commandait aussi à notre gouvernement de faire bénéficier son malheureux allié de toutes les ressources envoyées d'Europe pour le corps expéditionnaire et emmagasinées par notre intendance à Mexico et à Vera-Cruz.

Toutes ces questions avaient été prévues à Paris. Il faut reconnaître qu'elles n'avaient pas été résolues sous une inspiration généreuse à l'égard de Maximilien ; il est juste de dire qu'à cette époque, le cabinet des Tuileries ne prévoyait pas les résistances du jeune empereur : mais il eût pu, du